

Eclairage

Vers un Pacifique sud dénucléarisé

(Illustrations : PH160-GF-signé-traité-Rarotonga-1)

La première moitié des années 1980 est une intense période de contestation des armes nucléaires dans le monde. Le processus de détente a finalement cédé et la course aux armements entre les deux grandes puissances a repris au point que les Etats-Unis et l'URSS envisagent d'implanter chacun dans « leur » Europe des missiles nucléaires de moyenne portée. La perspective d'une guerre nucléaire en Europe est sous-jacente à cette nouvelle stratégie des deux Grands et soulève un immense débat dans l'opinion publique mondiale. Avec une ampleur jusque là inconnue depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les mouvements pacifistes manifestent dans toutes les capitales occidentales. Les Eglises prennent des positions publiques dans des textes qui sont diffusés comme des best-sellers, au point que même, au-delà du Mur de Berlin, le débat contre les armes nucléaires ont lieu dans les temples et les églises, signe avant-coureur d'un prochain effondrement de l'affrontement Est-Ouest.

Le Pacifique n'est pas resté étranger à ce mouvement mondial de contestation. Les deux grands Etats – Australie et Nouvelle-Zélande – sont encore liés depuis 1951 par un traité avec les Etats-Unis, l'ANZUS, qui, en contre partie d'une « protection » américaine, permet aux sous-marins et bâtiments nucléaires américains de faire escale dans les ports du Pacifique Sud. Au début des années 1980, cette alliance paraît désuète, notamment au gouvernement travailliste australien de Bob Hawke et plus encore au nouveau gouvernement travailliste de Nouvelle-Zélande dirigé, depuis sa victoire électorale de 1984, par David Lange. Ainsi, pour le Pacifique Sud, à cette période, le « nucléaire » a pour nom Moruroa et les essais nucléaires français.

La victoire de François Mitterrand en mai 1981 avait pourtant donné quelque espoir aux pays du Pacifique. Mais, la gauche française au pouvoir n'a pas su se libérer de la stratégie et de l'arsenal nucléaire hérités du gaullisme. Les leaders socialistes, notamment, n'avaient-ils pas été de « farouches » opposants à la force de frappe du général de Gaulle ? Dans les années 1960, avec Jules Moch, François Mitterrand n'avait-il pas organisé une tournée de conférences contre l'armement nucléaire de la France ? Depuis 1978, avec le rapport Kanapa, la gauche française liait son accession au pouvoir à un « consensus » sur l'armement nucléaire. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les gouvernements travaillistes comprennent mal cette « continuité nucléaire » de la France. Désormais, dans le Pacifique, on ne parlera plus que de « l'arrogance » française.

Ainsi pour les deux grands du Pacifique sud comme pour les Etats insulaires, devenus indépendants, la menace nucléaire était donc clairement identifiée. Dans les années 1960, ils n'avaient pas pu s'opposer à l'implantation du CEP en Polynésie française et leurs recours à la Cour Internationale de Justice des années 1973-74 n'avaient pas mis fin aux essais nucléaires français, même s'ils étaient devenus souterrains. S'appuyant sur des précédents pour l'Antarctique (1959) et pour l'Amérique latine où le traité de Tlatelolco (1967) faisaient de ces régions du monde des zones dénucléarisées, les Etats du Forum du Pacifique Sud entamèrent un processus qui allait conduire à la création de la « zone exempte d'armes nucléaires » du Pacifique sud.

Comme dans le reste du monde occidental, l'opinion publique, les ONG (dont Greenpeace bien implantée en Nouvelle-Zélande depuis 1972) et les Eglises du Pacifique jouèrent un rôle important dans l'élaboration de ce projet. Bien plus que l'ANZUS en « sommeil », l'objectif visé était nettement la France et ses essais nucléaires à Moruroa.

La France ne participa pas à la préparation du traité, prévu pour être signé en 1985. Cependant, comme les discussions avaient lieu dans le cadre du Forum du Pacifique Sud, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française y envoyèrent des délégués. Pourtant présente depuis le 19^{ème} siècle dans le Pacifique, la France se considère comme une citadelle assiégée dans cet univers majoritairement anglophone. Dans les années 1980, comme aujourd'hui, la diplomatie française n'a pas de réflexion spécifique à la région Pacifique, englobée au ministère des Affaires étrangères dans la « Direction Asie Océanie » où l'Asie est prédominante.

La France apprécie mal la volonté des peuples et des gouvernements du Pacifique de faire enfin de leur région une zone d'où serait bannie définitivement toute menace nucléaire. Les arguments de la France pour la défense de ses essais nucléaires dans le Pacifique se présentent essentiellement comme un réquisitoire contre les Américains et les Britanniques qui auraient - et c'est vrai - fait des essais « sales ». Mais dans l'argumentaire français, on ne trouve aucune allusion au fait que les essais des autres puissances ont été effectués sans le consentement des populations indigènes des Marshall, d'Australie ou des Iles Gilbert.

Toujours est-il, que, dans ce contexte de dénucléarisation du Pacifique, la France commit l'irréparable. Le 10 juillet 1985, les services secrets français coulaient le Rainbow Warrior dans la baie d'Auckland, considéré par les néo-zélandais comme rien moins qu'une action de terrorisme d'Etat. A peine un mois plus tard, le 6 août, le traité de dénucléarisation du Pacifique sud était signé à Rarotonga dans un climat anti-français exécrationnel.

Après l'arrêt définitif des essais nucléaires français, le 25 mars 1996, Gaston Flosse, président de la Polynésie française, signera à Suva (Fidji) le traité de Rarotonga au nom de la France.

Bruno Barrillot